

technologie, surtout étant donné qu'elles augmentent l'importance et l'ampleur du commerce des services. De concert avec d'autres ministères, il a mené à terme les négociations à la Conférence administrative mondiale télégraphique et téléphonique de l'Union internationale des télécommunications (UIT); ces pourparlers ont abouti à une réglementation progressive qui crée l'équilibre entre le souci de sauvegarder la souveraineté nationale et les préoccupations que suscitent une vaste gamme de services de télécommunications.

Les sujets qui intéressent le Canada dans le domaine des communications par satellite ont été abordés à la Conférence administrative mondiale de l'UIT sur l'utilisation de l'orbite satellitaire géostationnaire. La Commission de la politique de l'information, de l'informatique et des communications de l'OCDE a poursuivi ses travaux sur les techniques de télécommunications au service du développement économique et sur les principes régissant les opérations internationales.

Avec l'appui du Japon, la Fondation Asie-Pacifique du Canada et l'Institut Atwater ont organisé à Vancouver une conférence sur la coopération et les techniques d'information dans la région du Pacifique. Les participants ont recommandé que les institutions et associations actuelles, et tout particulièrement le Conseil de coopération économique dans la région du Pacifique, se penchent en permanence sur les problèmes que soulèvent les techniques d'information.

Le Canada a continué de participer aux travaux de la Conférence interaméricaine des télécommunications de l'Organisation des États américains (OEA).

Espace

Le Canada, les États-Unis, le Japon et 11 pays d'Europe ont signé un accord intergouvernemental de coopération pour la construction, le lancement et l'exploitation d'une station spatiale. Le Canada a aussi conclu un accord intergouvernemental avec les États-Unis, la France et l'URSS portant sur le système COSPAS/SARSAT de recherche et sauvetage par satellite. Il a en outre négocié un accord de coopération en science spatiale avec l'URSS.

La planification et les négociations se sont poursuivies dans d'autres domaines connexes. En collaboration avec les États-Unis, le Canada travaille au satellite RADARSAT qui transmettra des informations lui permettant d'exploiter rationnellement ses ressources naturelles dans l'Arctique et au large de ses côtes et d'y faire valoir la souveraineté canadienne. L'association renouvelée avec l'Agence spatiale européenne a donné aux entreprises canadiennes l'accès aux technologies européennes de pointe et leur a permis d'exploiter des marchés en expansion en Europe et à l'étranger. Les négociations se sont poursuivies avec les États-Unis au sujet du système mobile de télécommunication par satellite (M-SAT). Plusieurs protocoles d'entente entre les ministères et organismes du gouvernement canadien et les organes équivalents d'autres pays, dont les États-Unis, le Japon et l'URSS, étaient en voie d'élaboration; ils portaient notamment sur la science et la technologie spatiales et sur la télédétection. La Direction générale des programmes de défense et de technologie de pointe a coordonné les volets techniques de la participation du Canada à des instances multilatérales qui s'occupent de la politique spatiale, y compris le Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et ses sous-comités.

De plus, la Direction générale a servi de lien entre les firmes canadiennes, les experts de l'espace et les clients étrangers. En collaboration avec le Centre canadien de télédétection et l'ACDI, elle a organisé un colloque international sur la gestion de l'environnement et les nouvelles technologies d'exploitation rationnelle des ressources pour braquer les projecteurs sur l'expertise du Canada dans le domaine des systèmes de télédétection et d'information géographique et pour souligner les applications possibles de ces systèmes dans les pays en développement.

Programme d'apports technologiques

Le Programme d'apports technologiques (PAT), qui vise à aider les petites et moyennes entreprises canadiennes à acquérir les nouvelles technologies étrangères dont elles ont besoin pour produire des objets, des procédés ou des services nouveaux ou améliorés, a pris plus d'ampleur et compte maintenant 32 agents dans 24 missions à l'étranger. Les agents du réseau PAT ont répondu à près de 3 000 demandes de renseignements ou de conseils. Par ailleurs, le Fonds PAT a participé au financement d'environ 340 projets. Sur le plan opérationnel, le pouvoir de recommander l'envoi des missions les plus simples a été délégué aux coordonnateurs provinciaux du Conseil national de recherches. En conséquence de quoi, 62 % des projets ont été approuvés au niveau local.

En mars 1989, afin d'apporter les services PAT directement à sa clientèle canadienne, le Ministère a organisé InfoTech '89. Dans le cadre de cette campagne, 18 agents chargés du développement technologique se sont rendus dans 11 villes canadiennes au cours d'une période de deux semaines; plus de 300 entreprises se sont inscrites au programme, et on a procédé à quelque 1 200 entrevues.

Commercialisation des techniques de pointe

Il s'est produit des changements technologiques de grande portée, y compris la fusion de l'industrie classique des télécommunications et de la (relativement) jeune industrie de l'informatique. La télédétection, l'instrumentation, la technologie des télécommunications et l'informatique ont continué d'évoluer rapidement au cours de l'année. La technologie joue maintenant un grand rôle dans la création de la richesse et le commerce international, et les missions canadiennes à l'étranger y consacrent beaucoup d'efforts.

Au cours de l'année écoulée, le Ministère a travaillé de façon régulière à l'élaboration et à la mise au point d'une stratégie globale destinée à aider les entreprises à repérer des débouchés à l'étranger et à s'implanter sur ces marchés. Aux exportateurs de chaque secteur, il a fourni une synthèse des activités et priorités promotionnelles à l'échelle mondiale ainsi que des conseils et renseignements dans le domaine du marketing.

Le Ministère a créé à l'intention des acheteurs étrangers éventuels des bases de données sur les fournisseurs, des répertoires promotionnels et des jeux de disquettes ayant trait aux produits informatiques, aux produits de télécommunications, à la télédétection, à l'électronique de défense et à l'instrumentation. Il a en outre publié un guide de la planification des télécommunications en milieu rural, qui vise à mieux faire connaître les capacités des entreprises canadiennes auprès des responsables étrangers des techniques, de la planification et des achats.

De plus, il a financé des stands canadiens et la participation des exportateurs à toutes les grandes foires internationales de la technologie de pointe, y compris COMDEX (États-Unis),